



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/165
14 avril 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Points 8 et 10 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES
COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 8 avril 1998, adressée au Président de la Commission
des droits de l'homme par le Chargé d'affaires par intérim de la
Mission permanente de la République fédérale de Yougoslavie auprès
de l'Office des Nations Unies à Genève

Je m'adresse à vous à propos de la déclaration faite par les
représentants de la Fédération de Bosnie-Herzégovine à la séance
du 2 avril 1998 de la Commission.

Nous dénonçons comme infondées et malveillantes les allégations
concernant l'existence en République fédérale de Yougoslavie de prisons,
de camps de détention et de détenus qui seraient dissimulés. Il s'agit
là d'une pure invention de la part de représentants individuels de
la Bosnie-Herzégovine qui s'en servent de temps à autre à des fins de
propagande.

Cette tentative de provocation est encore un exemple déplorable de la
façon dont de graves questions humanitaires sont abusivement utilisées à des
fins politiques.

En février dernier, des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont effectué une visite des prisons de la République fédérale de Yougoslavie. Ils ont pu accéder sans restriction et sans avertissement préalable à tous les établissements qu'ils souhaitaient visiter. Leur priorité a été la prison de Sremska Mitrovica, puisque les représentants de la Bosnie-Herzégovine avaient lancé de fausses allégations selon lesquelles des hommes de Srebrenica auraient été secrètement détenus dans cette prison. Dans leur lettre au Ministère fédéral des affaires étrangères, les représentants du CICR ont indiqué aux autorités yougoslaves compétentes qu'ils ne pouvaient pas confirmer les allégations susmentionnées, ajoutant qu'ils avaient pu avoir librement accès sans avertissement préalable aux lieux dans lesquels des prisonniers auraient été prétendument enfermés.

Des représentants des médias étrangers et yougoslaves se sont également rendus dans la prison de Sremska Mitrovica et ont pu constater par eux-mêmes que les allégations concernant des personnes secrètement détenues étaient dénuées de fondement, comme ils l'ont déclaré clairement lors de la conférence de presse qui a suivi leur visite.

Nous souhaitons souligner une fois encore que la question des personnes disparues sur le territoire de l'ex-Yougoslavie doit être traitée avec le plus grand sérieux et que toute tentative de propagande à cet égard risque d'être nuisible.

Je vous prie de bien vouloir, Monsieur le Président, faire distribuer la présente lettre à tous les membres de la Commission et la faire publier en tant que document officiel de la cinquante-quatrième session, au titre des points 8 et 10 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Miroslav Milošević
